

Ouest
France

- 4 MARS 2019

Défense du train : les Normands sur la même ligne

L'assemblée générale du collectif citoyen des axes ferroviaires sud Normandie coïncidait, samedi, avec ses douze mois d'existence. Au-delà du bilan se profile un nouveau train de revendications.

Entretien

Philippe Denolle, président du collectif citoyen des lignes Paris Granville, Caen Tours et Caen Rennes.

Le collectif citoyen des axes ferroviaires sud Normandie a été créé il y a un an. Quelles sont ses premières évolutions ?

D'une cinquantaine d'adhérents à la création du collectif, nous en sommes à plus de 260 adhésions parmi lesquelles des élus locaux : nous passons beaucoup de temps à aller à la rencontre des élus du territoire. De nombreux usagers nous rejoignent dans l'Orne, la Manche et le Calvados : ils vivent la défense du ferroviaire comme un outil de défense des territoires, du service public. En un an, nos différentes pétitions ont recueilli 15 000 signatures. Autre évolution, nous avons été sollicités par d'autres collectifs et comités locaux qui se battent pour leurs propres lignes, ailleurs en Normandie. Ensemble, nous avons fondé un collectif régional de défense des transports publics normands, pour que nos revendications aient davantage de poids.

Sur quelles attentes se retrouvent le collectif des axes sud normands et ces comités locaux ?

Notre revendication majeure porte sur la remise en place des comités de ligne qui existaient encore il y a trois ans et ont été supprimés par le Conseil régional de Normandie. Ces comités regroupaient des représentants des cheminots, de la SNCF, des comités locaux ou encore des élus. C'était un outil démocratique pour échanger et mieux comprendre les problématiques des uns et des autres. Leur retour permettrait de réfléchir ensemble à une meilleure qualité du service proposé aux usagers.



Philippe Denolle préside depuis sa création, il y a un an, le collectif citoyen des axes ferroviaires sud Normandie.

(CRÉDIT PHOTO : QUEST-FRANCE)

Le collectif s'inscrit également dans une dynamique nationale. Pourquoi ?

Effectivement, nous portons aussi une pétition nationale dénonçant la fermeture des guichets dans les gares, la suppression de trains ou encore le manque criant de personnel pour accueillir les usagers au départ et à l'arrivée des trains. Nous protestons contre cela car ce sont des problématiques que l'on retrouve partout en France et particulièrement dans notre territoire où la fracture numérique est importante. Le tout numérique ne remplacera jamais la

présence humaine.

Localement, quels sont vos autres chevaux de bataille ?

Nous militons contre l'ouverture à la concurrence et pour une meilleure tarification sociale. Entre autres pour que des étudiants, des privés d'emploi puissent prendre le train à moindre coût. Sur le plan des horaires, nous, on veut qu'ils correspondent aux besoins des usagers, pas qu'ils optimisent les coûts. On ne peut pas supporter que des décalages provoquent la suppression de correspondances et que, lorsque les

gens arrivent à quai, tous les TGV soient déjà partis. Notre collectif comporte une équipe de techniciens qui a longuement planché sur les horaires des axes bas normands et au-delà. Une grille complète, cohérente, sera soumise à la Région. Elle comprend notamment la création d'un train, le dimanche, entre le Mans et Caen. Pour permettre aux étudiants de gagner Cherbourg ou Rouen avant 20 h.

Propos recueillis par
Marie LENGLET.